

Etape 7...



Janvier - Juillet 2004

Secours Catholique-Caritas France

10, rue Sergent Bobillot B.P. 436

38018 Grenoble Cedex 01

☎/Fax : 04.76.17.20.80 ou 04.76.87.23.13 (Poste 53)

Courriel : sc38.cause.commune@wanadoo.fr

Introduction.

Avec les habitants des quartiers, nous avons vraiment la sensation de voir grandir ce qui était encore souterrain il y a trois ans. Le développement, c'est comme un jardin. Nous l'avons longuement labouré. La terre n'est pas la même partout. Il y a des terres argileuses qui retiennent l'eau, d'autres plus calcaires... Notre conviction est que la terre recèle toujours en elle-même les éléments nécessaires pour nourrir les organismes vivants. Elle a étéensemencée bien avant nous... Il suffit donc d'arroser, désherber, sarcler, tailler, fertiliser, biner, recommencer souvent... De petites pousses, encore fragiles, sont comme des promesses de moissons.

Sommaire.

1. Chronique des quartiers.

<i>A Champberton</i>	<i>p.3</i>
<i>A Jouhaux</i>	<i>p.6</i>
<i>Au Grand Trou</i>	<i>p.9</i>
<i>A Abry</i>	<i>p.12</i>

2. Thèmes et variations

<i>Quand un Groupe devient une organisation ?</i>	<i>p.15</i>
<i>Au fil des rencontres</i>	<i>p.17</i>
<i>Le pays d'origine : loin des yeux, loin du cœur ?</i>	<i>p.19</i>
<i>Animateur... quel métier !</i>	<i>p.21</i>

3. L'avenir : les objectifs des trois prochaines années

p.24

Marie-France Melin / Anne-Catherine Berne / Ahmed Nacéri / Jean-Luc Graven

I. CHRONIQUE DES QUARTIERS

A CHAMPBERTON

Les suites d'une réunion publique.

Les premiers mois de l'année ont vu les perspectives ouvertes par la municipalité lors de la réunion publique du 27 novembre 2003, se concrétiser. En effet, les habitants avaient pu, au cours de cette rencontre, exprimer un certain nombre de points d'inquiétude et de souhaits de changements. Des porte-parole, désignés par le groupe, avaient présenté des questions concernant :

- l'avenir du quartier et la nécessité d'avoir des informations régulières sur l'avancée du projet,
- les résultats de l'enquête menée auprès des habitants et leur utilisation,
- la Déclaration d'Utilité Publique devant conduire à la vente du quartier, puis sa démolition et sa reconstruction qui pose la question du relogement,
- les difficultés de circulation les jours de marché.

De fait, nous constatons que ces points ont connu des avancées avec, en particulier, l'organisation de permanences au local d'aménagement urbain pour rencontrer et informer les habitants. Ces permanences ont constitué un point positif pour l'écoute de l'expression des personnes et leur information. Fin mai, une exposition photo a mis un point d'orgue à ces permanences. Nous ne savons pas où en est le dépôt de Déclaration d'Utilité Publique qui devait intervenir en juillet. Concernant la circulation les jours de marché, des efforts ont été signalés mais les habitants constatent eux-mêmes les divergences d'intérêts entre clients du marché, commerçants, habitants de Champberton. Selon les habitants, la police municipale semblerait partagée entre ces différents aspects et ils s'interrogent sur l'efficacité de ses interventions.

Dépaysement provisoire.

La première rencontre collective de l'année s'est déroulée sous le signe de la convivialité et du dépaysement. En effet, il nous semblait nécessaire de sortir un peu des problématiques récurrentes du quartier et de saisir l'opportunité du voyage d'un animateur de Cause Commune en Inde, à l'occasion du Forum Social Mondial. Nous avons donc

proposé un temps pour parler de cette expérience, à partir de photos et d'affiches, tout en partageant quelques jus de fruits et gâteaux. Les échanges ont été très riches et ont permis une discussion très animée, particulièrement autour de la question de la condition de la femme. Cet épisode n'a cependant pas eu de suites.

Un projet « mémoire du quartier ».

Plusieurs initiatives ont été prises par le CCAS et le service DSU pour faciliter les échanges avec les habitants : des panneaux d'exposition réactualisés placés en vitrine du local, un

« café rencontre » le vendredi matin. Au printemps, la municipalité a souhaité mettre en place un projet d'exposition de photos pour stimuler la mémoire des habitants à travers

l'histoire de leur quartier. Cet évènement s'intégrait au projet de réhabilitation du quartier. Des professionnels de l'image photo et vidéo ont été sollicités. Nous nous sommes intéressés à cette nouvelle initiative.

Lors d'une rencontre informelle au local d'aménagement urbain, en présence de plusieurs professionnels, nous avons suggéré qu'une rencontre soit programmée pour définir ensemble les modalités de partenariat dans ce projet. Des questions se sont posées : dans quel but engager cette démarche sur la mémoire ? S'agit-il du deuil à commencer avec les habitants pour qu'ils acceptent mieux la disparition de leur quartier ? Est-ce une façon de mieux assumer la dispersion future des habitants et le risque de perte de l'identité de ce quartier ? Peut-on imaginer que ce soit une façon positive de valoriser les racines des

personnes et leur histoire avec ce quartier ? Comment les associer ? Les avis étaient partagés. Ce projet semblait pouvoir rejoindre d'autres événements festifs mais il a été impossible de l'intégrer à d'autres manifestations. Les animateurs de Cause Commune et la MJC ont souligné l'importance d'une participation des habitants à ce projet comme acteurs et non en tant que spectateurs.

Finalement la municipalité s'est chargée elle-même de mener le projet à bien avec un temps fort le 26 mai. Les techniciens de la ville et du CCAS ont assuré l'organisation de l'exposition et de ce temps d'échange avec les habitants.

Les charges locatives.

A la même période, les habitants ont reçu par courrier l'annonce de la régularisation des charges locatives pour l'année 2003. Lors d'une visite dans le quartier, nous avons été interpellés spontanément par quelques personnes qui nous ont montré les formulaires qui provoquaient leur inquiétude. Nous avons constaté auprès d'autres groupes d'habitants les mêmes questionnements sur la lisibilité et la bonne compréhension d'une régularisation de charges.

Nous-mêmes n'étant pas professionnels du sujet, nous avons suggéré au groupe d'interpeller une association de défense des locataires pour plus d'informations.

Trois rencontres collectives ont été organisées en présence de la Confédération Syndicale des Familles. Il se trouve que nous avons collaboré avec cette organisation sur le quartier Abry et le quartier Jouhaux et que précédemment, les contacts avec d'autres organisations (CNL, CLCV) n'avaient pas abouti. Avec une dizaine d'habitants, la première séance de travail a été basée sur

l'historique de l'action sur les charges engagée en 2002 par un groupe de personnes du quartier. Cette action avait conduit à la reconnaissance par le propriétaire devant la Commission Départementale de Conciliation de quelques « erreurs de calcul » ! Ce fut aussi le moment d'évaluer ce qui avait fonctionné et quels avaient été les freins.

Les deux autres séances ont concerné une vingtaine de personnes et ont permis de mieux cerner le travail de la CSF et savoir de quelle manière elle pouvait accompagner les habitants sur cette question des charges.

A l'issue de ces trois rencontres, il a été décidé par les habitants présents de poursuivre la collaboration avec la CSF pour l'examen approfondi des charges locatives sur les cinq dernières années. Par la suite, plusieurs après-midi de présence dans le quartier ont favorisé la rencontre avec d'autres habitants pour expliquer la démarche en cours. Une dizaine de personnes sont devenues adhérentes de la CSF, ce qui permettra d'engager l'action dès la rentrée de septembre.

Le quartier.

Nous connaissons mieux le quartier, depuis trois ans que nous nous y rendons. Nous avons pu mesurer encore récemment combien il est riche dans sa diversité. Cependant, ce que nous tenions pour acquis est parfois remis en cause. Ainsi, les efforts que nous avons fournis, il y a un an, pour tenter de revitaliser l'association des locataires, se sont montrés vains. Les personnes les plus investies sur une action collective se montrent critiques vis à vis de l'association. Celui qui en a été le président est récusé, n'habitant plus le quartier et se trouvant investi d'une nouvelle mission autour du projet de construction d'une mosquée. La page semble donc se tourner. L'appui sur une association d'envergure nationale (la CSF) permet aujourd'hui de conduire une action

pour faire valoir des droits. L'idée d'une association locale d'habitants n'est plus à l'ordre du jour, pour l'instant.

Dans un domaine différent, nous sommes surpris de découvrir divers aspects dans la vie du quartier, parmi lesquels celui de l'existence de plusieurs grandes familles à ramifications multiples. Jusqu'ici, nous les connaissions en voyant plutôt des aspects positifs de solidarité et d'entraide en leur sein. Depuis quelques temps, nous découvrons que grande famille signifie parfois aussi clan, exclusion et rejet. En effet, nous percevons que des animosités, des querelles peuvent isoler des branches entières, les unes des autres. Il nous faut aussi composer avec cela.

L'impact du travail de Cause Commune.

Les partenaires institutionnels et professionnels divers prennent peu d'initiatives de collaboration avec nous. Notre mode de présence et d'intervention n'est-il pas trop « décalé » par rapport aux fonctionnements habituels (le soir, dans la rue, sans projet précis) ? Une exception s'est trouvée dans les six derniers mois lorsque quatre d'entre eux nous ont successivement sollicités pour aller avec nous dans le quartier à la rencontre d'habitants. Il s'agissait d'une conseillère ESF, d'une médiatrice du logement, d'une photographe, d'une chargée d'enquête d'un bureau d'étude. Pour chacune, nous avons servi d'intermédiaire et facilité leur approche des personnes. Ces occasions ont été particulièrement intéressantes pour nous, car elles ont permis une approche renouvelée des personnes et suscité avec elles des conversations différentes de notre quotidien.

Du côté des habitants, quelques-uns se découragent et sont devenus indifférents à notre égard. Nous avons entendu de leur part

l'expression d'une lassitude devant le peu de gens mobilisés (« *c'est toujours les mêmes* »), un pessimisme teinté de racisme (« *les gens d'ici ne valent pas la peine qu'on se bouge pour eux* ») et devant le peu de résultats visibles (« *le propriétaire continuera toujours de profiter de la situation pendant que nous, on est bon qu'à payer* »).

D'autres manifestent un engagement certes fragile, mais qui va au-delà de leur intérêt particulier. Nous sommes surpris de découvrir, avec le temps, des personnes qui, au départ ne payaient pas de mine, qui se disaient elles-mêmes bien incapables de prendre la parole, de prendre des responsabilités et qui montrent aujourd'hui une audace et une persévérance insoupçonnées. Il n'y a pas aujourd'hui à Champberton de groupe fixe constitué. Nous sentons que des personnes sont potentiellement dans une démarche de reprise de confiance et d'engagement et nous espérons voir déboucher cet élan, sans trop tarder.

A JOUHAUX

Le quartier.

Depuis 6 mois, l'atmosphère dans le quartier est plutôt lourde. De nombreux événements fâcheux se succèdent les uns après les autres. Les habitants ont, chaque semaine, un fait divers à nous raconter : une personne âgée s'est fait agresser, des chiens se sont battus mettant à terre la propriétaire de l'un d'eux, un couple d'octogénaires a divorcé, le hall de la tour « Les Edelweiss » a entièrement brûlé, les digicodes sont souvent forcés (une fois avec une plaque d'égout !)...

La loi du silence est toujours de rigueur, même après le passage de policiers dans tous les appartements des 4 tours pour inciter les résidents à faire le 17. Ceci entretient l'image véhiculée par les médias et l'opinion publique d'un quartier « pourri », délaissé, dégradé,

habité par des personnes non fréquentables, par des « sauvages »... Le désespoir revient par vague dans l'esprit des gens...

Les personnes que l'on rencontre vivent, elles aussi, des situations personnelles, familiales difficiles : décès, chômage, handicap, dépression, difficultés financières, maladie...

Pourtant, des solidarités de voisinage peuvent se mettre en place, l'information circule et quelques habitants s'organisent pour aller visiter quelqu'un à l'hôpital. Le décès d'une personne du quartier est l'occasion d'aller présenter des condoléances à la famille. Lorsque qu'un jeune s'est suicidé dans sa cellule de prison, les visites se sont succédées pendant plusieurs jours auprès de sa mère.

Un groupe en construction.

Un petit groupe d'habitants se retrouve régulièrement, à sa demande, depuis début janvier 2004. C'est un moyen pour ces personnes souvent exclues, fragiles, vulnérables, de vivre quelque chose de différent porteur d'espoir. Nous faisons le lien entre ces personnes qui au départ ne se connaissaient pas tant que cela. Tout le monde se reconnaît comme habitant du quartier. Par contre, savoir le prénom de son voisin n'est pas très fréquent !

La confiance naît progressivement avec les animateurs puis au sein du groupe. Depuis 6

mois, les personnes peuvent, petit à petit, exprimer pendant les rencontres un désaccord, une fâcherie, un projet, une idée. Une certaine liberté de parole est en train de s'installer.

Même si le groupe reste ouvert à tous les habitants de Jouhaux, nous pouvons sentir certaines réticences à accueillir d'autres personnes. L'expression de certaines formes de racisme ou d'exclusion n'est pas rare, vis à vis de certaines catégories de population (par exemple les jeunes, les maghrébins) ou même vis à vis d'une personne en particulier.

Différents objets de mobilisation en parallèle.

« Mon immeuble a un nom ».

En décembre 2003, le groupe venait de solliciter l'avis des habitants de la tour N°7 pour qu'ils nomment leur tour. Le vote avait eu lieu le 15 décembre. La tour allait s'appeler « Les Edelweiss ». L'idée était alors

d'inaugurer la plaque qui allait porter ce nouveau nom. La saison n'était pas très propice pour organiser une fête à l'extérieur. Le groupe d'habitants a préféré attendre le mois de juin. Plusieurs rencontres ont eu lieu

avec ACTIS (Agence Abbaye Jouhaux et service Communication) pour organiser cet événement : la date, la plaque, les invitations, le buffet, les discours, l'exposition concernant l'aménagement du quartier... Tout a été décidé en concertation. Les habitants de la tour N°7 ont été consultés et ont pu donner leur avis sur la mention qui serait portée sur la plaque. Cet avis a été décisif dans le choix final et les interlocuteurs d'ACTIS ont joué le jeu avec beaucoup d'esprit de coopération.

Le 18 juin 2004, les habitants ont pu dévoiler la plaque, un petit buffet, alimentés par tous, permettait à chacun de venir discuter, d'échanger sur le quartier, sur les nouvelles des uns et des autres, sur les projets déjà réalisés par les habitants et aussi les projets à venir.

L'évaluation faite de cet événement par le groupe organisateur est la suivante : « L'ambiance était plutôt bonne. Tout le monde parlait à tout le monde. Le discours nous a

permis de voir que ce qu'on a fait a intéressé les gens. Les échos des habitants de la tour sont bons. La plaque est belle. Ils n'auraient jamais pensé que ce soit si bien. C'était bien qu'ACTIS soit là. On aurait aimé qu'ils se présentent plus, qu'on sache ce qu'ils font. Il n'y a pas eu d'habitants des tours 1 et 3. C'est dommage ! Par contre certains professionnels sont venus ».

Outre l'aspect inauguration de la plaque, cet événement permettait au groupe de se remémorer ce qu'il avait fait pendant cette année et de le présenter sous forme de panneau aux autres habitants. Il y avait de la part du groupe (et aussi des animateurs !) une certaine fierté de voir ce résultat, avec des personnes intéressées par ce qui se passait au pied de leur tour. La comparaison était évidente entre les inaugurations des deux tours. Celle des Bleuets, il y a un an, n'a pas la même ampleur. Par contre, elle avait permis que d'autres démarches s'enclenchent à la suite.

Aménagement de l'espace central.

Les habitants ont eu plusieurs fois l'occasion de donner leur point de vue concernant la réflexion engagée par la Mairie sur l'aménagement de la place centrale.

- Ils ont souhaité inviter un chef de projet DSU / Participation des Habitants pour lui poser les questions qu'ils avaient préparées. Celle-ci a pu répondre sur l'avenir du quartier, l'éventuelle démolition de tours, le rôle de la Mairie dans la lutte contre l'insécurité. Le groupe souhaitait faire quelques propositions : il manque des bancs dans le quartier, certains arbres mériteraient d'être coupés ou au moins élagués.

- Suite à cette rencontre, un rendez-vous a eu lieu avec le responsable de l'antenne Mairie du secteur 5 pour avancer sur les propositions des habitants. Le groupe s'est retrouvé avec lui pour un tour de quartier où chacun donnait son avis : les uns cherchant l'ombre, les autres veillant au passage trop proche des voitures, les autres encore, soucieux du confort des

mamans quand elles doivent surveiller leurs enfants.

- Le groupe proposait de placer des bancs sans les fixer au sol pour permettre, en fonction de leur utilisation, de les changer de place. Les jeunes ont d'ailleurs pris cette liberté. Le résultat, pour beaucoup d'habitants, n'est pas considéré comme exceptionnel mais il est concret. Ce qui nous semble intéressant, c'est le processus qui se met en place. Le groupe n'a pas attendu le réaménagement de l'espace central pour interpeller la Mairie qui a pris en compte cette demande. Le résultat est visible : il y a de nouveaux bancs et une table de pique-nique en plus dans le quartier !

- En parallèle à ces deux rencontres, plusieurs professionnels et élus de secteur sont venus passer plusieurs soirées dans le quartier avec le support d'une maquette et quelques boissons. Même s'il faisait très froid, quelques habitants sont venus proposer des idées, témoigner de ce qui se vit dans le quartier. La

réflexion concernant l'aménagement de l'espace central va commencer et les habitants auront leur mot à dire. Ils rencontreront, en septembre, un urbaniste missionné sur ce projet. Les habitants du groupe que nous accompagnons habituellement ont souhaité saisir cette opportunité de donner collectivement leur avis. Ils sont allés dans le quartier prendre des photos de ce qui leur plaisait et de ce qu'ils aimeraient voir changer et ont participé à deux réunions.

- En parallèle avec ces rencontres, des étudiants de l'école d'urbanisme de Grenoble avaient pour objet d'étude la cité Jouhaux. Ils sont venus, une vingtaine, étudier différents aspects du quartier et discuter avec les habitants. Les étudiants s'étaient mis en petits groupes pour essayer d'avoir, à eux tous, un aperçu complet du quartier. Les uns

regardaient de plus près les parkings et les habitudes des habitants, les autres venaient discuter avec les mamans pour repérer les besoins, certains se penchaient plus sur la question de l'histoire du quartier... Les habitants du groupe ont eu plusieurs fois l'occasion de croiser les étudiants : dans le quartier individuellement, plus collectivement aussi puisqu'ils ont invité deux étudiantes à une rencontre du groupe.

Fin juin, les étudiants ont souhaité, à leur tour, inviter les habitants pour leur faire part de la fin de leur exercice et de leurs conclusions. Ces liens ont été positifs mais des questions se posent : comment l'urbaniste va-t-il prendre en compte cette étude, leurs analyses ou propositions ? Est-ce que finalement ce temps donné par quelques habitants aura un impact sur la suite ? C'est très important pour la crédibilité des démarches à venir.

Des sorties loisirs.

Les habitants du groupe ont organisé deux sorties lors des 6 derniers mois. L'envie pour les habitants de Jouhaux de se retrouver en dehors du quartier est très forte. Ce n'est pas tant le but de la sortie qui est important que le fait de sortir du quartier, d'aller voir ailleurs ce qui se passe, de rencontrer d'autres personnes... Les vies de chacun sont compliquées, dures. Cette parenthèse semble très profitable aux participants.

Afin que tous ceux qui le souhaitaient puissent venir participer à ses sorties, les habitants sont allés demander une subvention de 330€ à la ville de Grenoble. Cette somme allait leur permettre d'effectuer 3 sorties. Deux ont déjà eu lieu : la première à la « ferme de Martine et François » à Autrans, la deuxième au « Jardin des fontaines pétifiantes » à La Sône. La troisième est programmée pour l'automne prochain. Pour obtenir une subvention, le groupe est allé faire une première démarche

auprès du Centre Social Abbaye-Jouhaux qui les a orientés vers la ville de Grenoble. Un dossier de demande a été établi et porté par le groupe qui a été fier d'obtenir un financement. Le groupe d'habitants a décidé que chacun participerait aussi, que ce soit à travers un petit pécule ou par la préparation d'un pique-nique mis en commun.

Les occasions de sortie du quartier sont rares pour certains. Ces journées sont un véritable bol d'oxygène. L'objectif est aussi de se connaître différemment, de passer du temps ensemble, de découvrir quelque chose ensemble. La sortie n'existe qu'à partir du moment où les habitants se sont organisés ensemble (nous ne le faisons pas à leur place). C'est aussi l'occasion d'ouvrir le groupe à d'autres habitants, de vivre quelque chose de positif avec des habitants de son quartier. Cela contribue à construire des liens forts entre les personnes.

Au GRAND TROU

Le quartier.

Les changements visibles dans le quartier depuis 6 mois sont peu nombreux. De nouvelles familles sont arrivées. On sent le quartier déstabilisé par le départ de certains et dérangé par l'arrivée d'autres.

Les réticences sont nombreuses : ce sont des personnes d'origines étrangères, elles ont beaucoup d'enfants, elles ne respectent pas les

règles du quartier, on ne les comprend même pas quand elles parlent...

La Mairie a mis en place des activités de loisir pour les enfants le lundi soir et mercredi après midi. Certains enfants du Grand Trou sont ravis d'y participer.

Les rencontres avec les habitants.

Nos longues discussions en bas des immeubles nous permettent de bien connaître certaines personnes, de commencer à repérer les liens qui existent entre elles : liens familiaux, de voisinage, amicaux, conflictuels... On connaît de nombreux aspects de la vie des habitants, les bonnes nouvelles, les moins bonnes, les difficultés, les réticences, les doutes... Nous sommes souvent interpellées sur notre mission dans ce quartier « pourquoi venez-vous chaque

semaine dans le quartier ? » ; mais aussi par rapport à nos vies personnelles.

Au fil du temps, les discussions sont de plus en plus larges, variées. Les différents modes de vie sont des occasions d'aborder des sujets comme le mariage, l'éducation des enfants, le rôle des maris au sein de la famille, les difficultés d'intégration, la difficulté pour apprendre une nouvelle langue, l'avenir des enfants, les problèmes de chômage...

L'accueil, la confiance.

Nous avons été particulièrement présents ce trimestre auprès de la population turque. C'est une communauté relativement tournée sur elle-même. Le constat est un peu différent pour les hommes (notamment pour ceux qui travaillent) et pour les enfants dans la mesure où ils vont à l'école et qu'ils apprennent le français. Nous avons poursuivi les contacts avec les personnes que nous connaissions déjà.

Nous constatons la difficulté d'aller vers la population turque pour différentes raisons :

- Nous sommes deux femmes à être présentes sur le quartier. Ce n'est pas très simple, sans y être invité, d'aller vers les hommes turcs.

- Les femmes turques parlent souvent peu ou mal le français. Il faut donc repérer qui va pouvoir traduire la conversation.
- Les hommes turcs ne savent pas tous très bien qui on est, ni ce qu'on souhaite faire dans le quartier. Certaines femmes ne sont pas autorisées à venir nous parler librement.

La confiance avec cette communauté se gagne petit à petit ; se souvenir d'un prénom, faire des efforts de part et d'autre pour discuter malgré les difficultés pour échanger dans une langue commune, goûter quelque pâtisserie offerte par les femmes, s'intéresser à leur vie, à leurs enfants, se laisser inviter pour aller boire le café ou le thé... Ces petits « riens » font véritablement progresser les relations.

La difficulté pour entreprendre quelque chose ensemble...

Nous avons des contacts relativement bons avec les habitants de ce quartier mais beaucoup nous renvoient le fait que « ça ne sert à rien ». Les habitants n'ont pas tous envie que ça change, ils n'ont pas envie de faire quelque chose ensemble. Il y a très peu d'estime entre les habitants. Ils sont souvent là parce qu'ils ne peuvent pas aller habiter ailleurs. Ils essayent de se rassurer en se disant que bientôt, ils partiront du quartier pour une vie meilleure....

Les conflits sont nombreux, liés à la vie dans le quartier : problèmes de places de parking, de bagarres d'enfants, de règles qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde et qui ne permettent pas pour l'instant d'envisager une discussion, voire une action commune.

La fonction des réseaux communautaires, familiaux et amicaux joue pleinement dans ce quartier. Tout se sait, tout se voit. La

méconnaissance et l'absence de discussion directe entre les habitants entretiennent souvent des rumeurs, des malentendus, des tensions. Notre présence régulière permet parfois des rencontres qui n'auraient pas eu lieu. Nous sommes alors vigilantes pour que les personnes discutent ensemble. Souvent, les personnes ne se connaissent pas, mal ou uniquement par l'intermédiaire d'autres personnes.

Par exemple, un jour, des enfants turcs viennent nous saluer. Une femme italienne est là. Une conversation s'engage alors. Les enfants sont surpris en voyant que cette personne leur adresse la parole. De son côté, la femme italienne nous dira après que les enfants soient partis : « mais, ils parlent français, les enfants turcs ! ».

... Pourtant les objets de mobilisation ne manquent pas.

Les habitants savent très bien exprimer ce qui pourrait améliorer la vie dans le quartier, les propositions ne manquent pas :

L'aménagement du quartier :

- Installer **une ou deux poubelles** dans l'espace extérieur. La propreté dans le quartier laisse à désirer. Les habitants le savent et ne sont pas toujours conscients qu'eux aussi y participent. Une ou deux poubelles pourraient améliorer les choses. C'est l'image du quartier qu'il faudrait pouvoir changer.
- **Des jeux pour enfants et des cages de foot** seraient très appréciés par les enfants et les adolescents.
- Mettre en place **un lieu pour se retrouver** et discuter tout en buvant un café.

Des modifications pour la sécurité et le bien de tous :

- Le **plafond d'une montée d'immeuble** menace de s'effondrer. Il est resté longtemps dangereux. Les habitants du pallier auraient pu se mobiliser.

- Beaucoup **d'épaves de voitures** sont là depuis longtemps dans le quartier alors qu'il manque des places de parking.
- **L'accueil des nouvelles familles** pour un meilleur respect des règles implicites de vie dans le quartier.
- Repenser entièrement l'espace jeux pour les enfants car la cabane (élément principal de jeux pour les enfants) est délabrée et dangereuse. Les habitants pourraient imaginer de la restaurer.

Des problèmes individuels qui concernent souvent plusieurs personnes.

- **L'apprentissage du français** pour pouvoir travailler, passer le permis de conduire, s'intégrer, aider les enfants pour leurs devoirs... c'est un réel souci, pour beaucoup de femmes notamment.
- Les difficultés liées à **l'accès aux droits**, les habitants ne connaissent que très peu leurs droits. Ils sont souvent sceptiques : les lois françaises ne sont pas très claires, ils ne les comprennent pas très bien. C'est une logique différente de la leur et de leurs intérêts.

- Les **difficultés administratives**, remplir des papiers, faire valoir ses droits : renvoyer les papiers à la bonne adresse et à la bonne date, recevoir l'enquêtrice de l'INSEE, refaire une carte de COTOREP, participer à l'assemblée générale de copropriété... Toutes ces démarches sont compliquées et demandent un bon usage du français.
- Beaucoup de personnes sont au **chômage**. Elles aimeraient trouver une activité qui

amène un peu d'argent dans le foyer. Plusieurs difficultés sont à noter : comment être disponible pour les enfants ? Il faudrait des horaires aménagés ou des moyens de garde. Comment trouver du travail quand on parle très peu le français ? Comment se déplacer et aller jusqu'à son lieu de travail quand on habite au Grand trou et qu'on n'a pas le permis de conduire ?

Si des habitants voulaient se retrouver, où pourraient-ils le faire ? _____

Le Grand Trou est un tout petit quartier de 120 logements. Le Conseil Général est la seule institution présente dans le quartier à travers les consultations PMI (Protection Maternelle Infantile) qui se tiennent dans un logement aménagé pour recevoir du public. L'éventuelle salle la plus proche serait l'école. Elle est à 500 mètres environ. Peut-être que venir se retrouver dans une école est difficile pour des personnes qui ont souvent eu des rapports douloureux avec elle :

- certains n'y sont jamais allés, ils n'ont pas d'enfants et ne s'y sentent pas à l'aise,
- d'autres ont été très tôt en échec scolaire,
- d'autres ont encore actuellement des difficultés avec cette institution à travers leurs propres enfants qui sont eux-mêmes en échec scolaire.

Cela ne veut pas dire que les rencontres d'habitants ne pourraient pas avoir lieu au sein de l'école mais la démarche sera différente lorsqu'elle viendra des adultes qui chercheront un lieu pour se retrouver et que naturellement, cet espace leur semblera le plus adapté.

L'utilisation du local de la PMI pour des rencontres d'habitants présenterait des avantages :

- Le local est dans le quartier, il ne nécessite pas de se déplacer, tout le monde peut y accéder.
- Les habitants, notamment les femmes, connaissent très bien ce lieu pour le fréquenter régulièrement avec leurs enfants.
- Les maris n'ont pas de crainte : les femmes ne quittent pas le quartier. Ils sont, eux aussi, très soucieux du bien-être des enfants.
- Il n'est pas très grand mais pourrait permettre de réunir 8 ou 9 personnes. Le jour où le groupe sera plus nombreux, il fera logiquement la démarche d'aller jusqu'à l'école ou vers un autre lieu.
- Il permet de discuter de manière plus discrète, sans les enfants autour, sans que tous les habitants du Grand Trou soient témoins de la discussion.
- Il peut être une bonne solution de repli en cas de météo défavorable.

L'existence d'un local ouvre donc une perspective nouvelle. Sans miser toute notre démarche sur son utilisation éventuelle, nous sommes convaincues que cela peut offrir de nouvelles possibilités de rencontres avec les habitants. Les négociations avec le Conseil Général, pour une mise à disposition, sont bien avancées et devraient aboutir avant l'hiver prochain.

A ABRU

Quand le collectif devient association.

Fin décembre 2003, le collectif des habitants se constituait en association. Cela a représenté un événement important dans le processus de regroupement et de mobilisation des habitants d'Abry. Un bureau et un Conseil d'Admi-

nistration ont été mis en place. Il est également décidé de créer deux commissions portant, l'une sur la question du logement, l'autre sur l'animation dans le quartier. Il est prévu qu'elles se réunissent chaque semaine.

Mise en route laborieuse.

Les débuts de l'association sont un peu difficiles. La présence et le positionnement des animateurs au sein du groupe d'habitants sont contestés par le président. Devant cette situation, le binôme d'animateurs décide de prendre du recul par rapport au collectif et de concentrer ses efforts sur des visites de rue. Plusieurs habitants rencontrés à cette occasion expriment leurs inquiétudes. Un habitant, présent dans le collectif depuis le début et qui est un peu garant de l'esprit d'unité du groupe, exige alors l'organisation d'un Conseil d'Administration extraordinaire pour exprimer le ressenti des habitants sur la situation (à cette occasion les statuts de l'association, concernant notamment son fonctionnement, seront relus).

Lors de cette rencontre, les habitants disent leur souhait de transparence et de décisions prises en commun. Il est convenu de revenir aux objectifs initiaux et de se concentrer sur la question du logement pour le bénéfice de tous les habitants. Les membres du Conseil d'Administration, excepté le président, souhaitent que les animateurs continuent leur travail d'accompagnement et de soutien auprès du collectif. Par la suite, le président a connu de longues périodes d'absence pour des raisons professionnelles. De fait, on assiste à une prise de relais par le vice-président et la vie du collectif s'est peu à peu stabilisée en se concentrant sur les projets qui avaient motivé la création de l'association.

Objectif logement !

Cet épisode passé, le collectif des habitants s'est penché de nouveau sur la question du logement qui est le principal objet de préoccupation depuis le départ de l'action. Poursuivant l'objectif de dialogue et de concertation avec le bailleur principal, le collectif a décidé de s'informer sur les trois associations nationales de défense des droits des locataires (CLCV, CNL et CSF).

Avant de rencontrer ces trois associations chacune à leur tour, la commission Logement avait formulé une série de questions se référant à leur champ de compétences respectif afin de savoir laquelle des trois répondait le mieux aux attentes du collectif.

La commission Logement a rapporté les contenus de chaque rencontre lors d'un Conseil d'Administration. Le choix définitif, voté à l'unanimité, s'est porté finalement sur la Confédération Syndicale des Familles.

Rencontre au sommet.

Au printemps, le collectif rencontre l'adjointe au Logement de la ville de Grenoble et l'élue municipale du secteur. Cette rencontre, préparée par les membres de la commission Logement, est l'occasion pour les habitants de sensibiliser les institutionnels sur leur action et d'obtenir leur soutien. Dans la foulée, un courrier est envoyé au bailleur, la SDH, pour venir rencontrer les membres du collectif des habitants.

La commission Logement prépare donc cette rencontre qui a eu lieu le 4 mai en présence du directeur de la gestion du patrimoine, de la directrice d'agence et de son adjoint, du Conseil d'Administration du collectif et de la CSF. C'est véritablement un temps fort dans l'histoire du quartier. Un groupe d'habitants, organisé, ayant préparé la rencontre, est en mesure de s'adresser au bailleur, de poser les problèmes sur la table et d'engager un dialogue constructif, alors que de nombreux griefs existaient depuis longtemps. A l'issue de cette rencontre, des décisions significatives sont prises ; parmi les plus importantes : le directeur adjoint de l'agence SDH participera mensuellement à une rencontre avec la commission Logement; ensuite, le diagnostic des sanitaires des logements prévu cette année,

se fera en concertation avec cette même commission; enfin, la SDH s'engage à repenser le fonctionnement de sa permanence hebdomadaire à la villa. Le but de cette dernière décision est de répondre efficacement aux demandes des locataires.

La commission Logement s'est chargée de faire un compte rendu de la rencontre et de l'envoyer aux différents intervenants.

Pour relayer ces informations auprès des adhérents du collectif et des autres locataires, un journal trimestriel d'information sur les activités du collectif est créé par deux habitantes avec l'appui de la commission Logement et l'aide de l'ordinateur de la villa. Ce journal, sorti à deux reprises, est distribué de main à la main aux habitants (pour éviter qu'il ne soit confondu avec une publicité et pour qu'il ait un meilleur impact sur les gens). Le résultat est qu'une meilleure communication commence à s'installer dans le quartier ; outre l'aspect du logement d'autres informations liées à la vie sociale et publique du secteur sont relayées. Il reste à trouver d'autres bénévoles pour venir renforcer l'équipe de rédaction et ainsi assurer la pérennisation de ce journal.

La fête de quartier.

L'été approche avec ses traditionnelles fêtes de quartiers. Pour le collectif des habitants, outre le côté festif de l'événement, il s'agit de sensibiliser les autres locataires du quartier à ses actions et de lancer un appel pour trouver des bénévoles qui veuillent bien renforcer les deux commissions du collectif.

L'implication d'habitants dans l'organisation de l'événement (en partenariat avec les professionnels du quartier) a été vraiment importante. C'est une différence notable par rapport à la fête de l'année précédente. Plusieurs réunions se tiennent à la villa, en coordination avec les professionnels, pour préparer le contenu de la journée. Outre le stand du collectif, les habitants organisateurs souhaitent mettre en place une tombola. Un kit

de tombola est donc acheté par le biais d'Internet et les commerçants du quartier y vont de leur participation en offrant des lots. Des parents avec leurs enfants sillonnent les immeubles et les environs du quartier pour vendre les tickets (ce qui a eu pour conséquence d'entraîner d'autres habitants de la bande Abry dans la préparation de la fête). Le bailleur SDH s'implique également en proposant de prendre en charge l'apéritif et en accordant une somme de 100 €

Le jour de la fête, une dizaine d'habitants et des professionnels s'activent pour mettre en place les différents stands. Tout le long de l'après midi, d'autres habitants se joignent pour prêter main forte.

Le déroulement de ce moment festif a été un véritable succès de participation : une centaine d'habitants est présente, beaucoup de personnes apportent des plats cuisinés et des boissons pour les partager. Des habitants de toute la bande Abry et du quartier Beauvert sont invités par leurs familles ou leurs amis.

Le tirage de la tombola en fin de soirée a été un grand moment de convivialité, grâce notamment au talent d'animatrice de l'élue municipale du secteur. La soirée se conclut de manière inattendue et spontanée. Alors que tout est plié, la sono remballée, un habitant

descend un poste, des disques et tous se mettent à danser. Un vent d'allégresse souffle ce soir-là sur le quartier...

Le stand du collectif a attiré peu de nouvelles personnes pour qu'elles s'engagent dans l'association, du fait de l'implication importante de ses membres dans le déroulement de la fête. Mais ce moment de «liesse populaire» peut laisser entrevoir des perspectives pour l'avenir. Les habitants se sont rencontrés, ont appris à mieux se connaître.

II. THEMES ET VARIATIONS

QUAND UN GROUPE DEVIENT UNE ORGANISATION.

Cause Commune intervient dans différents quartiers dont les caractéristiques et les contextes sont très variés. Les circonstances et les péripéties font que les rythmes d'avancée sont variables. Les résultats de l'action collective présentent également, entre eux, des différences notables. Pourtant, nous constatons que, au fond, le processus reste identique.

Nous voudrions, dans les lignes qui suivent, analyser ce qui se passe à travers les phénomènes de groupe, dès lors que les animateurs Cause Commune ont pu dépasser le stade de la rencontre individuelle.

Chercher à constituer un groupe reste pour nous l'objectif central. Pourquoi ? Il nous semble que le vieil adage « l'union fait la force » est la réponse la plus appropriée. En effet, nous avons pu vérifier mille fois que les habitants s'épuisent à faire entendre leur voix, à défendre leurs droits, à sauvegarder leurs intérêts parce qu'ils le font seuls ou en ordre dispersé, parce que certains lieux de décision conduisent une politique de « diviser pour régner ».

La constitution d'un groupe n'est pas une fin en soi. Ce n'est qu'un point de passage

(obligé, nous semble-t-il) pour qu'une transformation sociale s'opère.

Cependant, cet objectif appelle de notre part une grande vigilance si nous souhaitons construire quelque chose de durable. C'est important que se bâtissent des démarches collectives car elles sont déjà en elles-mêmes des signes forts, dans une société fondée sur la consommation immédiate, l'assistanat déresponsabilisant ou l'individualisme.

Quelques points de repère émergent maintenant de notre expérience.

un groupe est d'avantage qu'une juxtaposition d'individus.

Sur Champberton, plusieurs périodes ont vu l'émergence de groupes d'habitants. Au départ, à travers les rencontres que nous avons vécues dans le quartier, nous avons entendu de nombreuses fois répéter les mêmes plaintes. Au bout d'un certain temps, ces récriminations sont devenues, du fait de circonstances (l'augmentation brutale des charges locatives) et de notre action d'interpellation, un objet commun de réaction et de mobilisation. L'addition des personnes a indéniablement donné une force supérieure à ce que chacun aurait pu faire de son côté. Pour autant, peut-on parler de groupe ?

Avec un peu de recul, il semble qu'il faut plutôt parler de regroupement et de mobilisation autour d'un sujet de préoccupation commun que de groupe à part entière. En effet, même si diverses occasions d'agir ensemble ont révélé des personnes et un noyau assez régulier d'une bonne quinzaine d'individus,

ceux-ci n'ont pas conscience d'appartenir à un collectif. Lorsque le problème est résolu, les raisons d'agir ensemble disparaissent. La dynamique de groupe retombe. Cela a été flagrant lorsqu'il a fallu s'élever contre les pratiques du propriétaire qui ne respectait pas la loi. Celui-ci ayant été convoqué devant la Commission Départementale de Conciliation, a dû rectifier le tir et rétablir un semblant de respect du droit. Puis le soufflé est retombé. De la même façon, lorsque les habitants de ce quartier s'inquiétaient pour leur avenir devant les rumeurs de démolition de leurs immeubles. Une réunion publique, organisée opportunément par la mairie, est venue finalement désamorcer la crise. Depuis, les gens relativement rassurés, ont moins de raisons de se regrouper. Par ailleurs, dans le cas particulier de Champberton, la survivance puis l'extinction d'une association de locataires est venue plutôt brouiller les cartes.

Le groupe devient un collectif.

Nous vivons cette mutation dans le quartier Jouhaux où la démarche a pris une tournure particulière. Il a fallu patienter plus de deux ans avant de voir poindre quelques signes effectifs d'une action collective.

Nous avons senti naître une dynamique collective. Elle s'est traduite dans l'action « Mon immeuble a un nom », menée par quelques habitants en 2003. L'affaire a pris de l'ampleur lorsque quelques personnes, convaincues par ce qu'elles avaient vécu, sont devenues à leur tour instigatrices d'une démarche avec les habitants de l'immeuble voisin. Par la suite, d'autres sollicitations sont venues de la part des services d'aménagement urbain, tandis que les habitants interpellaient eux-mêmes les services techniques municipaux pour l'installation de nouveaux bancs publics. Nous avons pu constater que toutes ces opportunités ont contribué à faire prendre conscience aux personnes qu'elles font partie d'un groupe et qu'elles peuvent s'identifier ainsi.

Le collectif se transforme en une organisation.

Nous en avons le témoignage dans le quartier Abry où les habitants regroupés ont fonctionné quelques mois dans ce qu'ils nommaient eux-mêmes « collectif ». Ils ont assez rapidement décidé de se constituer en association avec l'objectif d'asseoir leur existence vis à vis des institutions locales : bailleur HLM, élus municipaux, centre social et de pouvoir demander des subventions. Ce passage par l'association signifiait principalement pour eux la recherche d'une reconnaissance publique, l'officialisation d'une démarche. Après quelques mois de fonctionnement, nous pouvons constater qu'en effet, le collectif devenu association s'est doté de structures qui lui permettent de fonctionner (conseil d'administration, bureau), mais aussi de structures qui lui permettent de travailler (commission logement, commission animation). Il a demandé et obtenu des subventions. Il gère donc un budget propre qu'il a cherché à augmenter en organisant une tombola. Même si nous manquons de recul, tout semble en bonne voie. Quelques points retiennent notre attention et appellent notre vigilance.

A travers les différentes actions menées jusqu'ici, nous avons pu vérifier que le groupe opérait comme un collectif, capable de prendre des décisions communes, de s'adresser directement aux représentants d'institutions diverses (le bailleur HLM Actis, la directrice du centre social, l'élue de secteur...). Porteur d'une pensée propre (choix des emplacements des bancs publics, discours inaugural de la plaque de la tour « Edelweiss »), il devenait « puissance invitante » pour l'inauguration ou pour rencontrer les techniciens de l'aménagement du quartier ou du Grand Projet de Ville. Lorsqu'il a fallu demander une subvention à la ville pour quelques sorties, la question s'est posée de l'existence juridique du collectif. Il était sans doute prématuré d'aller plus loin et le Secours Catholique s'est substitué, pour l'occasion, à l'absence de structure.

Celui qui semblait le plus capable, à l'aise dans les relations avec les responsables, s'exprimant avec facilité, a été choisi comme président. Il apparaît finalement qu'il est relativement peu disponible, qu'il s'absente pour de longues périodes, ce qui crée un déphasage à son retour. De ce fait, il cherche à rattraper son retard en prenant des initiatives mais oubliant de consulter les autres, il provoque des réactions de mécontentement... Par ailleurs, le conseil d'administration a été formé sans trop de difficulté lors de l'assemblée constitutive mais il s'avère qu'aujourd'hui, ce sont quatre personnes qui assurent l'essentiel de la dynamique associative. Nous ne pouvons pas encore tirer de conclusions de ces quelques mois. Nous sentons seulement la nécessité de renforcer cette structuration, d'élargir le collectif sans que l'organisation vienne étouffer l'élan initial. C'est le risque de toute institutionnalisation. Faudrait-il pour autant éviter ce passage par la reconnaissance juridique ?

AU FIL DES RENCONTRES...

Est-ce que s'intéresser à la vie des gens est un atout pour initier une démarche de développement ? Le fait de trop connaître les personnes avec leurs côtés positifs mais aussi leurs côtés négatifs n'est-il pas, au contraire, un frein à la démarche ?

La première rencontre.

Souvent, lorsqu'on discute pour la première fois avec une personne, on ne parle pas directement d'elle mais du quartier, de son chien, de son voisin, d'un événement... Plus tard, la personne peut se livrer un peu plus et parler d'elle-même. De la même manière, si nous arrivons dans un quartier en disant : « je m'appelle... et je suis animateur dans le quartier », nous ne racontons pas pour autant notre vie en détail.

Pourtant, la première rencontre est souvent déterminante. Ce n'est pas la même chose quand un animateur va rencontrer un habitant, l'aborder en trouvant un prétexte et quand un habitant souhaite nous présenter quelqu'un qu'il connaît. La deuxième situation est plus confortable pour l'animateur, elle demande moins d'énergie.

De plus en plus, nous sommes introduits dans des réseaux d'habitants, une famille portugaise

à Champberton, le clan des Gitans à Jouhaux, les femmes turques au Grand Trou. Nous arrivons, petit à petit, à faire des connexions entre les réseaux familiaux, amicaux, rivaux voire professionnels, les différents groupes d'appartenance...

De plus, rencontrer pour la première fois une personne lors d'un événement, d'une réalisation d'un groupe d'habitants lui permet de mieux nous situer dans notre rôle. C'était le cas par exemple pour les personnes qu'on ne connaissait pas et qui étaient présentes à l'inauguration de la tour « Les Edelweiss » à Jouhaux. Un animateur tout seul, en train de sillonner le quartier, c'est suspect alors que le fait de le voir réaliser quelque chose donne un sens à sa présence. Ces événements sont pour nous des occasions à saisir pour rencontrer de nouvelles personnes.

La confiance.

La confiance entre les animateurs et les habitants s'installe progressivement. C'est ce que nous pouvons constater au fil des rencontres collectives. Pourtant elle n'est pas accordée une fois pour toutes. Il y a des hauts et des bas. Nous devons être vigilants. Certaines personnes se confient directement à nous, elles ne souhaitent pas que la discussion soit partagée avec d'autres. D'autres fois, nous pouvons retransmettre certaines conversations dans la mesure où elles valorisent la personne et où elles sont utiles pour le groupe.

Comment mesurer la confiance dans un groupe ? Il nous semble qu'elle s'installe quand les personnes n'ont plus à jouer un rôle, qu'elles peuvent exprimer un désaccord, qu'elles sont capables d'apporter une idée, même si celle-ci n'est pas choisie par l'ensemble du groupe.

L'animateur a ici un rôle important à jouer pour que la confiance puisse s'installer. A Jouhaux, une mise au point entre deux personnes a pu avoir lieu lors d'une rencontre parce que l'animateur les a invitées à parler de leur désaccord. Non seulement c'est important pour les deux personnes en question mais c'est un exemple pour les autres qui sont témoins qu'un désaccord peut être exprimé sans qu'il y ait rupture totale ou exclusion du groupe.

Nous ne pouvons pas tromper les personnes. Il faut que les choses soient claires. Entre les personnes elle-mêmes, ce devrait être la même chose. Or, on s'aperçoit que, même si on prend rendez-vous ensemble pour une prochaine rencontre, que tout le monde dit « OK », certains seront absents. Un événement imprévu, une course à faire, un match à la télévision, pas envie de ressortir. Que faire ? Ceux qui sont présents finissent par dire « ce

sont toujours les mêmes qui bougent ! ». D'un autre côté, il n'y a pas d'obligation à participer

au groupe.

Des hauts et des bas.

Nous intervenons dans la vie des gens à un moment donné. Ces personnes sont souvent en demande de discussion, de rencontre. Il y a des périodes où les personnes sont plutôt mieux dans leur vie, plutôt heureuses de vivre. Dans d'autres cas, notre rencontre intervient à un moment plus difficile de leur vie.

C'est l'exemple de notre première rencontre avec une habitante : elle n'était pas bien, n'avait pas le moral. Finalement, c'est seulement deux ans plus tard qu'une deuxième rencontre lui a permis d'envisager de se mobiliser pour quelque chose et pourquoi pas pour son quartier.

Nous pouvons constater la même chose concernant les animateurs. Nous ne sommes

pas coupés de nos vies à partir du moment où nous sommes dans les quartiers. Le fait de travailler en équipe permet déjà de parler des situations difficiles que l'on peut rencontrer, de se passer des relais dans certains cas. Les habitants sentent aussi beaucoup les choses. Ils nous interpellent même parfois sur nos vies personnelles. C'est légitime. Nous nous intéressons à eux, eux s'intéressent à nous.

Le fait de s'inscrire dans la durée avec les habitants permet à chacun de trouver sa place, d'avoir le temps de révéler qui il est, ce qu'il fait.

S'appuyer sur les capacités des personnes.

C'est facile à dire mais pas forcément évident tout le temps. Au départ, ce que nous montrent les personnes, ou ce que leur apparence transmet, n'est pas toujours positif. Ce n'est pas naturel de dire ses côtés positifs. Souvent les personnes ne sont pas conscientes de leurs richesses. Alors comment imaginer pouvoir mettre à disposition ses compétences dans un groupe pour que le quartier aille mieux ?

C'est bien petit à petit, après plusieurs rencontres pendant lesquelles les personnes se livrent, se laissent aussi interroger par rapport à leurs différentes expériences, que nous arrivons à repérer en quoi chaque personne est importante et riche d'expériences. Cela nourrit le processus de création dans le groupe et la perspective de mise en place de projets de développement.

LE PAYS D'ORIGINE : LOIN DES YEUX, LOIN DU CŒUR ?

Ici ou là dans les quartiers, nous avons pu rencontrer des personnes dont les vies nous ont étonnés, touchés, interrogés. Beaucoup ont dû partir de leur pays, parfois, ce sont leurs parents ou leurs grands-parents. Le rapport au pays d'origine est un sujet souvent douloureux et délicat pour certains habitants, porteur de deuils ou de renoncements. Il reste toujours très central dans leurs vies. Ce n'est pas un sujet qui est abordé très tôt dans les conversations que nous avons eues dans les quartiers. Il faut une vraie confiance en l'animateur pour que les personnes aient envie de reparler de leur passé.

Plutôt que de rédiger des généralités sur ce thème, nous avons préféré présenter quelques personnes qui ne sont certainement pas représentatives de toutes les situations d'immigrés en France. Qu'ils soient Turcs, Maghrébins, Italiens, Portugais ou Espagnols... peu importe. Ces quelques portraits voudraient faire toucher du doigt quelques réalités significatives qui nous ont fait réfléchir.

Mohktar.

En France depuis 40 ans, après différents petits boulots, il est entré aux usines Péchiney comme simple ouvrier. Comme beaucoup d'autres, il était venu en France, non pas dans l'espoir d'une vie meilleure mais pour des raisons économiques. L'objectif était, pour lui, de se constituer un petit capital puis de retourner en Algérie pour y vivre dans la maison qu'il aurait construite, d'été en été. A cause de la solitude et de l'éloignement, il a fait venir son épouse. Ses enfants sont nés en France. Ceci a changé la donne pour son retour définitif.

Aujourd'hui le lien avec son pays d'origine reste toujours aussi fort. Même si ses enfants sont devenus indépendants, le retour au pays n'est plus d'actualité. Il évoque plusieurs raisons à cela : il ne conçoit pas de vivre

éloigné de ses petits enfants et il a revendu la maison qu'il avait construite au pays pour un prix bien inférieur à son investissement... Malgré toutes ses années de labeur, il n'a pu réunir le nombre de trimestres nécessaires pour une retraite décente et il touche l'équivalent du revenu minimum vieillesse.

Il s'en veut maintenant de ne pas avoir suffisamment appris la langue française qui lui aurait permis de mieux communiquer et d'être plus à l'aise avec les documents administratifs. Locataire dans un quartier HLM, il nous fait comprendre, avec beaucoup d'amertume, que c'est en France qu'il aurait dû construire sa maison. Avec tous ses doutes et parfois ses regrets, il est au moins sûr d'une chose : il sera enterré au pays.

João.

Il est retraité depuis quelques mois (et a trébuché sa truelle et ses sacs de ciments un peu partout sur les chantiers de Grenoble et de l'agglomération). Il profite de son temps libre pour retourner régulièrement au Portugal. Il est arrivé en France au début des années 70 et comme beaucoup de ses compatriotes, la période estivale est le grand moment du retour pour récupérer en retrouvant la famille, les racines et une vie plus simple.

Pour lui, la question du retour définitif ne se pose pas. L'entrée du pays dans l'Union Européenne y est pour quelque chose. Ses

enfants sont devenus de jeunes adultes, ils sont presque tous indépendants. Sa préoccupation est qu'ils conservent un lien avec le pays d'origine. A l'occasion du succès de sa dernière fille à des examens universitaires, il a organisé une fête au pays.

Tout comme Mokhtar, l'aspect économique et le cadre de vie sont importants. Même si la vie n'est pas toujours facile (il a une petite retraite), il préfère vivre dans un quartier modeste en France plutôt que dans son village natal (où il a une maison assez confortable mais pas tous les services que l'on trouve en

France). Sa femme, par contre, est déchirée : elle préférerait vivre au Portugal en permanence mais n'arrive pas à s'imaginer

vivre loin de ses enfants et petits-enfants qui, eux, n'envisagent pas un instant de vivre là-bas...

Icem.

Jeune père turc de trois enfants, il est arrivé en France alors qu'il n'avait que huit ans. Il parle assez bien le français. Son intégration dans une école française a été très difficile. Il raconte que tout le monde se moquait de lui et qu'il ne comprenait rien. C'est à cette époque qu'il a commencé à être bagarreur. C'était son moyen de défense.

Il a travaillé 10 ans dans le bâtiment. Cette activité professionnelle l'a usé prématurément puisqu'il est aujourd'hui reconnu comme handicapé. Il vit cela comme un drame personnel et comme une honte vis à vis des autres hommes de sa communauté.

Sa femme, turque elle aussi, parle très bien le français, travaille et a le permis de conduire, ce qui est exceptionnel dans le quartier. Ses parents sont en France depuis très longtemps mais ils n'ont pas eu sa chance de passer par l'école : ils ne parlent pas du tout le français. Il ne semble pas très inquiet pour ses enfants dans la mesure où ils ont toujours été scolarisés en France. Par contre, comme ils ne parlent pas très bien le turc, qu'ils ne le lisent

pas, il leur serait sans doute difficile maintenant de réintégrer une école en Turquie. Concernant la question du mariage, la femme d'Icem n'acceptera pas que ses enfants mariés viennent vivre chez elle (ce qui est habituel dans cette communauté). Elle souligne aussi que si son fils va chercher sa femme au pays, il aura du mal à lui parler le turc.

La vie d'Icem est définitivement en France, il ne compte pas retourner dans son pays d'origine. Toute la famille y retourne pour les vacances tous les deux ou trois ans. Après son dernier séjour, il a exprimé très fortement le décalage qu'il a ressenti entre le pays dont il rêve, ses souvenirs d'enfance et la réalité. Ce pays n'est plus un idéal pour lui.

Il en parle souvent, il souhaite qu'on le découvre, il le valorise sous certains aspects. Par contre, il parle aussi du négatif : la mafia notamment, la corruption, les policiers qui s'en mettent plein les poches. Quand il retourne au pays, il est exploité au même titre que les touristes, à qui on peut prendre de l'argent...

Esra.

Elle a 9 ans, elle est bonne élève en classe. Elle aime venir nous parler de sa vie de petite fille, (appareil dentaire, copines). Elle nous raconte aussi l'école coranique à laquelle elle se rend le samedi et pendant les congés scolaires, avec son papa. Elle tire une certaine fierté de ce privilège qu'elle partage avec une autre petite voisine, même si la discipline y est rigoureuse.

Elle est l'aînée d'une famille de trois enfants. C'est elle qui parle le mieux le français dans sa famille. Elle est d'ailleurs souvent mise à contribution pour remplir des papiers administratifs, pour répondre au téléphone, pour parler avec le facteur. Elle semble être très valorisée scolairement. Elle donne l'image

d'une petite fille modèle qui, déjà, apprend à cuisiner. Sa place dans la famille accentue l'importance de son rôle.

Elle nous sert volontiers d'interprète mais elle est aussi mise à contribution par les adultes du quartier. Lorsque les pompiers ont dû intervenir dans l'immeuble auprès d'une jeune femme qui menaçait de se suicider, c'est à elle qu'on a fait appel. Elle est souvent confrontée à des situations difficiles pour son âge.

Le regard qu'elle porte sur son avenir n'est pas encore très élaboré mais elle ne semble pas très étonnée par les paroles des femmes du quartier. Quand on lui pose la question de savoir si elle voudrait avoir des enfants plus tard, elle répond « qu'elle ne sait pas mais que de toute façon, ce n'est pas elle qui décidera ».

ANIMATEUR... QUEL METIER !

L'évolution permanente.

Au cours des trois ans où nous avons été présents dans les quartiers, notre rôle a sensiblement évolué. Dans les débuts, il était centré pour l'essentiel sur la connaissance des personnes et de leur environnement.

Maintenant, nous pouvons nous appuyer sur des acquis dans ce domaine. Il est même très agréable de pouvoir aller dans un quartier, d'y être reconnu, interpellé dans la rue, de pouvoir appeler les personnes par leur prénom, de demander des nouvelles du fils opéré, d'un voisin parti en voyage. Nous nous sentons bienvenus.

Bien qu'étant beaucoup plus souvent en situation d'animation de dynamique de groupe,

nous gardons le souci d'aller au-devant de nouvelles personnes afin de continuer d'élargir les possibilités d'intégrer de nouvelles personnes dans une démarche commune.

Quelques chiffres montrent clairement cette évolution. Sur le premier semestre 2004, nous avons assuré 101 visites (sur deux à trois heures) des quatre quartiers et animé 45 rencontres collectives. Il y a trois ans, nous totalisions, sur six mois, 133 présences de quartier et 4 rencontres collectives.

	du 01/06/2001 au 31/12/2001		du 01/01/2002 au 30/06/2002		du 01/07/2002 au 31/12/2002		du 01/01/2003 au 30/06/2003		du 01/07/2003 au 31/12/2003		du 01/01/2004 au 30/06/2004		TOTAL	
	PQ*	RC*	PQ*	RC*	PQ*	RC*	PQ*	RC*	PQ*	RC*	PQ*	RC*	PQ*	RC*
Jean Macé	51	3	29	0	Arrêt de la présence sur le quartier								80	3
Champ Berton	43	1	46	7	37	5	34	6	20	7	28	4	208	30
Léon Jouhaux	39	0	44	12	36	4	38	7	29	9	33	15	219	47
Le Grand Trou				Présence depuis le 01/09/02	14	0	30	3	22	9	27	2	93	14
La Bande Abry					9	0	21	11	8	16	13	24	51	51
Total	133	4	119	19	96	9	123	27	79	41	101	45	651	145

* PQ : Présence Quartier

* RC : Rencontre Collective

Les habitants ont, eux aussi, évolué dans leur vision de l'animateur.

Ils sont, dans l'ensemble, lucides sur la pseudo toute-puissance de l'animateur à résoudre leurs problèmes... Ils savent situer notre action. Ils ne nous confondent plus avec d'autres intervenants, policiers en civil, démarcheurs commerciaux, représentants de sectes... Ils connaissent souvent nos prénoms et demandent des nouvelles de notre collègue quand nous sommes seuls dans le quartier. Ils ont, dans l'ensemble, confiance dans notre avis car ils

savent qu'ils ne seront pas jugés et que nous cherchons plutôt le bien commun. Ils ont compris que nous n'accordons pas de faveurs et qu'avec nous, il n'y a pas de privilège. D'une manière générale, nous pouvons dire que nous avons franchi avec succès la période du test (spécialement de la part des jeunes). Il nous est souvent dit « vous êtes encore là ! » et ce constat exprime plutôt une reconnaissance qu'une lassitude. En effet, les habitants sont

souvent assez perplexes devant le défilé des professionnels auquel ils assistent.

un rôle parfois contesté.

Pour autant, nous ne faisons pas toujours l'unanimité et notre rôle est parfois contesté. Principalement de trois façons :

- certains ont pu voir dans notre intervention une concurrence à l'exercice de leur propre pouvoir. Nous ne sommes pas toujours à l'aise lorsqu'on nous prête une volonté de prendre le pouvoir pour conduire les choses, alors que nous poursuivons l'objectif exactement inverse qui est que les habitants soient eux-mêmes responsables et se prennent en charge.

- D'autres mettent en question notre compétence et l'efficacité de notre action devant le peu de résultats qu'ils perçoivent. Ils sont découragés et estiment (avec juste

raison !) que nous n'avons pas de moyens. Les changements ne semblent pas positifs ou suffisamment significatifs à leurs yeux.

- Enfin, il nous arrive de déplaire lorsque nous refusons d'entrer dans certaines polémiques racistes ou à l'égard de tel ou tel pouvoir politique ; quand nous restons neutres vis-à-vis de telle querelle de voisinage entre des propriétaires de chiens...

Comme nous ne sommes pas parfaits, nous faisons aussi des erreurs qui créent des malentendus, des malaises. Cependant, il n'y a pas eu, jusqu'ici de crise trop grave.

un équilibre fragile !

A l'usage, le rôle d'animateur s'avère bien délicat. Il est le produit d'une vigilance constante pour garder le cap général de l'action et de ses objectifs, conjuguée avec une souplesse de tous les instants pour s'adapter à l'inattendu des situations, des réactions, des personnes...

Nous avons repéré quelques points d'attention :

- Nous devons veiller à ce que les personnes participent à l'action commune dans une attitude de libre choix. Il serait facile de manipuler les gens ou de séduire pour emporter leur adhésion.

- Notre intervention doit favoriser la créativité et la mise en œuvre des capacités des personnes. Il serait tentant de faire par soi-même, c'est souvent plus rapide et plus efficace !

- Il est essentiel de laisser les personnes s'exprimer directement. Nous aurions souvent tendance à parler à leur place, à nous instituer leur porte-parole. De plus, les interlocuteurs partenaires ont souvent du mal à ne pas s'adresser d'abord aux animateurs plutôt qu'aux habitants.

- Il est souvent difficile de faire confiance. Les gens des quartiers ne sont pas toujours fiables.

- Il y a aussi le risque de fonctionnements peu démocratiques, peu solidaires à l'intérieur des groupes. Les personnes sont souvent exclusives. Elles peuvent aussi rejeter.

Les bénévoles.

Notre équipe a été constituée à l'origine par trois professionnels et elle s'est enrichie, depuis quelques mois de la présence d'une bénévole, Marie-France. C'est une pratique courante au Secours Catholique où il y a de

nombreux bénévoles et quelques salariés. Notre travail d'équipe s'en trouve renouvelé, parfois bousculé. Comme dans tout travail collectif, il nous faut nous ajuster aux contraintes de disponibilité et concilier les

points de vue. Nous manquons encore de recul pour en dire davantage si ce n'est que nous recherchons deux autres bénévoles pour intervenir en co-animation avec les professionnels et un bénévole pour prendre en charge les aspects de la gestion administrative

et comptable. De plus, dans la perspective de la création d'une association support du projet Cause Commune, nous chercherons à constituer un Conseil d'Administration en faisant appel à des volontaires.

Vis à vis des partenaires professionnels.

Un aspect nouveau s'est manifesté ces six derniers mois. Nous avons été sollicités à sept reprises par des professionnels différents souhaitant s'appuyer sur notre proximité avec les habitants pour les rencontrer. Il s'agissait de faciliter un travail d'enquête, une interview radio, un reportage photographique. D'autres professionnels nous ont sollicités pour aller sur le terrain, au cœur d'un quartier, dans une démarche de connaissance et d'approfondissement « hors les murs ». En effet, nous remarquons que, de plus en plus souvent, les professionnels souhaitent ce contact direct et ne pas limiter leur travail à des permanences de bureau. Cet appel qui s'est reproduit plusieurs fois, nous a fait plaisir dans la mesure où il reconnaît notre expérience en ce domaine. Nous nous sommes interrogés, une fois ou l'autre, sur la suite à donner à ces collaborations pour qu'elles soient davantage

le début d'une coopération et que nous ne soyons pas seulement des intermédiaires pour accéder aux habitants. Cette réflexion mériterait d'être approfondie avec les personnes concernées.

A côté de cela, nous avons poursuivi l'organisation de journées réunissant des professionnels du Développement Social Local. Nous avons pris l'initiative d'organiser la première en septembre 2003. Elle a connu un bon succès puisqu'une deuxième a eu lieu en avril à la demande des participants. Ces deux journées ont concerné une trentaine de personnes. Une troisième est prévue à l'automne. Nous préparons maintenant ces temps de réflexion et de partage sur nos pratiques professionnelles avec un petit groupe de volontaires choisis parmi les participants.

De nouvelles collaborations.

Sur Vizille, nous avons également accompagné la relecture d'une démarche menée par des professionnels avec un groupe d'habitants. Nous sommes intervenus dans la formation d'assistantes sociales de l'IFTS, de futurs urbanistes à l'IUT, de bénévoles animateurs au Secours Catholique. Ce sont des occasions de formalisation de nos outils d'animation, de nos méthodes et cela ouvre de nouveaux champs d'application de notre expérience.

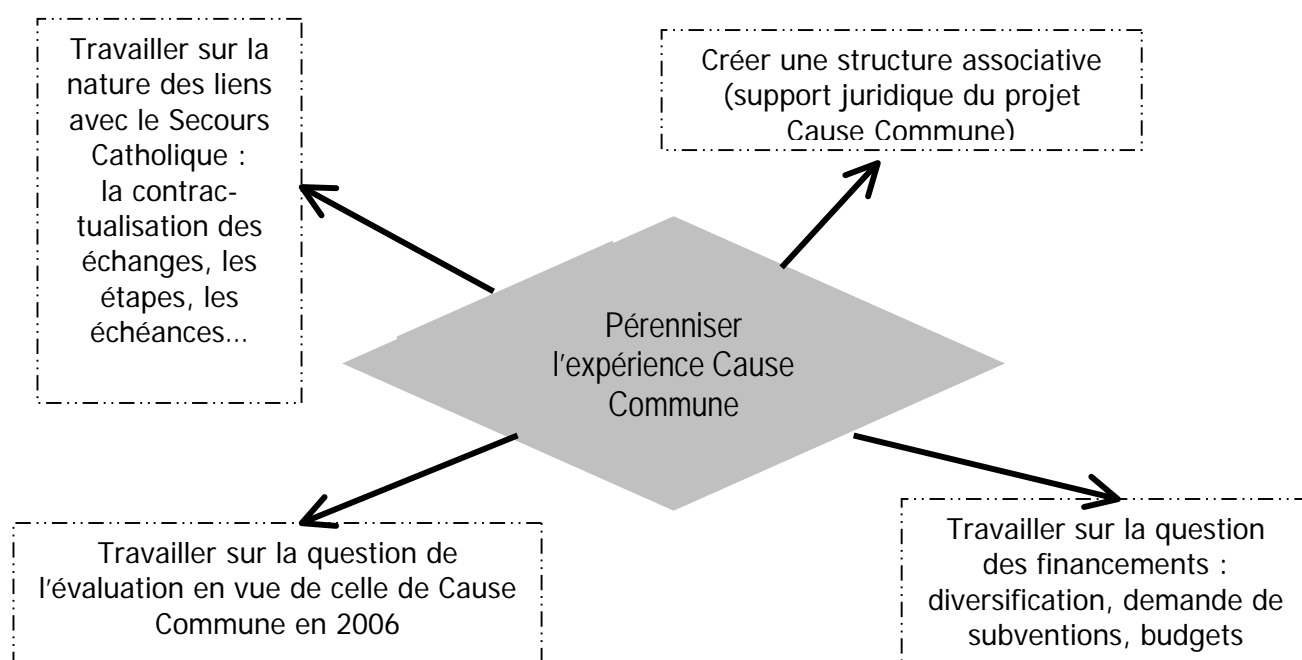
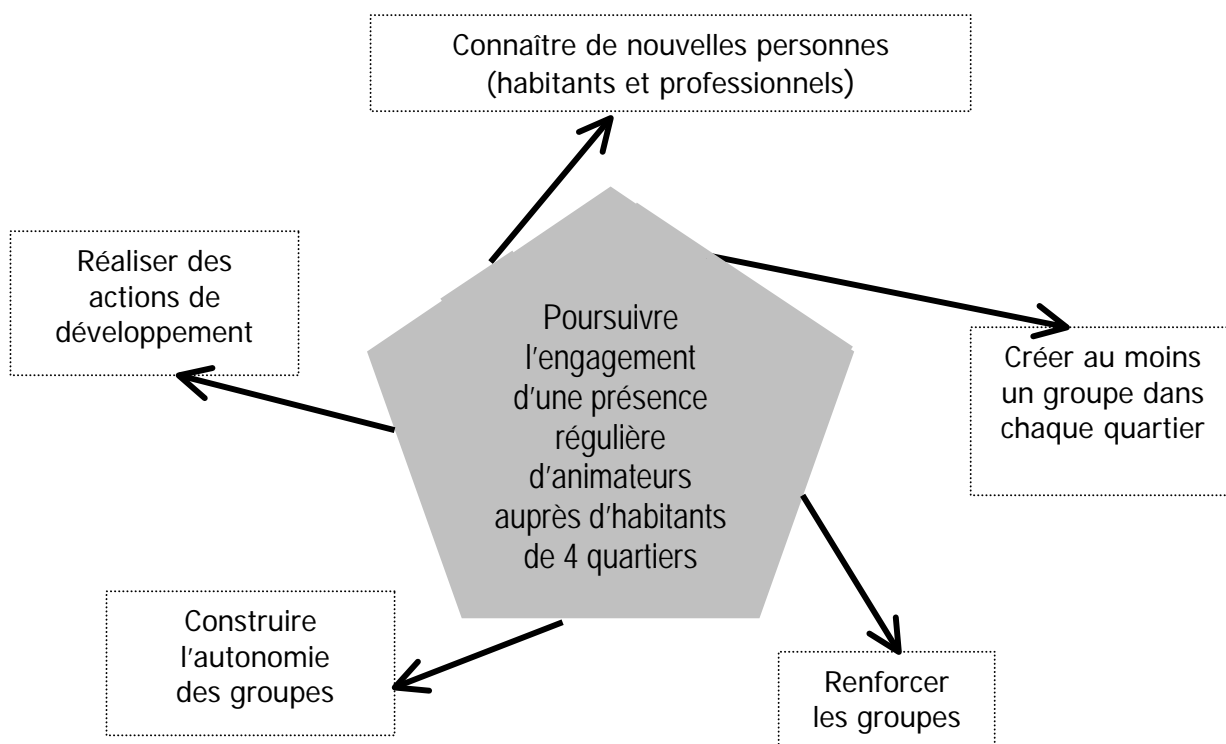
Par ailleurs, nous avons également participé avec intérêt à la démarche de réflexion de la

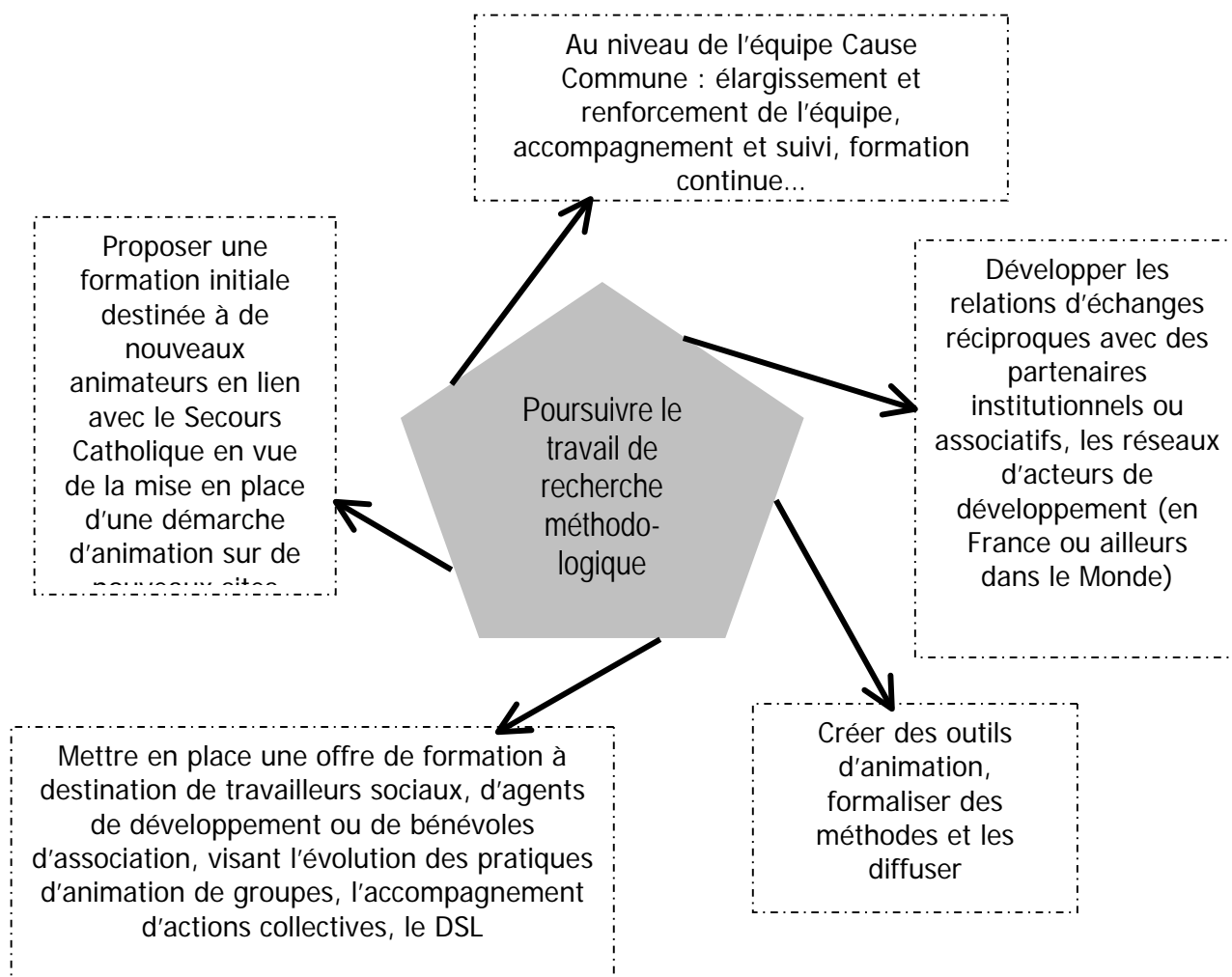
MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion). Il s'agissait d'une rencontre mensuelle entre divers acteurs de la région Rhône-Alpe, chercheurs, professionnels de terrain, responsables d'institutions sociales... Le thème général était « connaître avec pour agir ensemble ». Il s'agissait d'échanger à partir de diverses démarches où s'associent des personnes exclues, des habitants de quartiers « sensibles » et des professionnels de l'action sociale, de l'insertion ou du développement local...

III. L'AVENIR : LES OBJECTIFS

En décembre 2003, conformément à ce qui avait été prévu, une évaluation de Cause Commune a été conduite avec l'aide du CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement). Elle a mis en évidence l'intérêt de cette expérience, malgré certaines faiblesses et la nécessité de poursuivre ce qui a été initié. Le Secours Catholique-Caritas France s'est prononcé à la fin du mois de juin,

sur un engagement national à poursuivre des démarches de développement dans des quartiers populaires. Avec la délégation de Grenoble, l'équipe Cause Commune a mis en chantier des perspectives de travail pour les trois prochaines années. Elles vous sont présentées ici sous la forme d'objectifs opérationnels.





Paul Ricoeur.

« Le problème de l'injustice sociale n'est pas seulement l'inégalité des ressources dans le système du libéralisme mondialisé. L'injustice sociale est dans le déni de la reconnaissance de l'autre, soit la mésestime de l'autre. Etre reconnu dans ses capacités, voilà l'essentiel. Je dis bien capacité, à la suite de Amartya Sen, le grand économiste Prix Nobel d'économie qui place les capacités sociales comme étant la source du droit. Nos capacités demandent à être reconnues. La fonction de la justice est de libérer les capacités inconnues de chacun et de donner l'occasion de développer des capacités niées ou détruites »